

Valls des milliards : les patrons mènent le bal

Manuel Valls, le nouveau chef du « *gouvernement de combat* », a annoncé la couleur : tout pour le CAC 40, une aumône pour les bas salaires et ceinture pour la Santé, les budgets sociaux ou les aides au logement. Décidément, Hollande n'a pas entendu le ras-le-bol qui s'est exprimé aux Municipales.

Des cotisations qui Valls, des patrons à la fête

Avec les mesures annoncées par Valls, le « *pacte de responsabilité* » promis au Medef viendra ajouter 10 milliards d'euros aux 20 milliards du « *pacte de compétitivité* » déjà mis en place. Et toujours pas l'ombre d'un engagement sur les « *contreparties* » en termes de créations d'emplois. Pour près de la moitié, ces milliards viendront de la suppression pure et simple des cotisations patronales (santé, retraite, chômage...) sur les salaires au smic et de leur allègement jusqu'à 1,6 smic. Tant pis si ça incite les patrons à tirer les salaires à la baisse !

Le reste de ces aides doit venir d'une baisse des cotisations famille des patrons (dégressives mais cette fois jusqu'aux salaires de 3,5 smic, donc quasiment sur tous les salaires) et de la réduction de l'impôt sur les sociétés.

Quelques miettes pour les salariés

Pour l'autre volet promis par Hollande, dit « *pacte de solidarité* », Valls nous annonce une mesure pour les bas salaires. De quoi s'agit-il ? On n'augmente pas le salaire brut, pas même le smic : il faut que ça ne coûte rien au patron ! Mais on baisserait les cotisations des smicards et, de façon dégressive, des salariés touchant jusqu'à 1,3 smic. Soit une aumône de 40 euros sur le salaire net du smicard, et rien à partir de 1,3 fois le smic.

Avec de l'argent pris là aussi dans les budgets sociaux, donc en amputant ceux de la Sécurité sociale et des caisses de chômage et de retraite, quitte à nous annoncer plus tard de nouvelles baisses des remboursements de soins, des droits au chômage ou des pensions de retraite.

Et comme pour les cadeaux aux patrons il faut bien de l'argent, Valls nous annonce 50 milliards d'euros de coupes budgétaires sur les trois prochaines années.

Des coupes sombres dans les services publics

Tirs à volonté contre le budget des collectivités territoriales, celui de l'assurance maladie. Haro sur l'école, les hôpitaux, les transports publics, déjà asphyxiés. Moins de remboursements de santé, moins d'allocations aux étudiants, aux plus modestes, aux plus démunis.

Cette politique anti-ouvrière est menée par les gouvernements de droite comme de gauche à travers toute l'Europe. Avec la grève générale de mercredi dernier en Grèce, les manifestations au Portugal, ou en Italie samedi, ces attaques contre les travailleurs ne restent pas sans réponses.

Une riposte nécessaire

En France, la marche contre l'austérité a réuni environ 25 000 manifestants samedi dernier à Paris. Parmi les principaux organisateurs, le Parti de Gauche et le PCF avaient avant tout des visées électoralistes, eux qui appellent à s'unir dans les urnes, beaucoup moins dans les luttes et dans la grève. Mais pour bien des salariés, pas satisfaits de la riposte inexistante préparée par les directions syndicales, c'était une occasion dont ils se sont saisi pour dire leur rejet de ce gouvernement.

L'opposition véritable à ce gouvernement et sa politique patronale ne peut venir que des travailleurs et des chômeurs eux-mêmes.

Il ne faudra pas attendre des consignes improbables des appareils syndicaux nationaux pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive du patronat. Ce sera tous ensemble, dans la rue et dans la grève, que nous pourrons imposer les mesures de sauvegarde du monde du travail : interdiction des licenciements et des suppressions de postes, partage du travail entre tous sans perte de salaire, augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux.

Bulletin de Salaire Insuffisant

Chacun a reçu son Bulletin de Situation Individuelle (BSI) : une synthèse de sa rémunération 2013 visant à expliquer que nous coûtions cher à l'entreprise. Mais cela permet aussi de comparer avec le BSI 2012 et de voir que notre rémunération stagne, voire baisse. Conséquence directe de l'accord compétitivité.

Des miettes, mais individualisées

Les promos tombent fin avril. Les ETAM doivent se répartir 0,8 % en moyenne sous forme d'augmentation individuelle. Les places vont être chères. Comme pour la prime de 500 € brut, mais pour 40 % des ETAM. Vite, le retour des AGS !

La main invisible du marché

Le plan de promotion des cadres est une usine à gaz destinée à justifier que 70 % des cadres n'auront rien. Leur salaire dépend désormais du job grading de leur poste et de la valeur de celui-ci sur le marché. Une valeur fixée par le cabinet Hay, selon des calculs aussi mystérieux que les Saintes Ecritures.

Ceux qui sont en-dessous, ou pas trop au-dessus de la médiane du marché de leur poste, peuvent espérer une augmentation. A condition d'avoir été sélectionné par leur manager. Les voies de la direction ne sont pas si impénétrables.

Des quotas pour diviser

75 % des cadres toucheront une prime de 3 % ou 4 % de leur forfait annuel (entre un tiers et la moitié d'un mois de salaire). Certains n'auront rien. 15 % auront entre 4 et 6 %. Et environ 10 %, les « *superperformants* », toucheront entre 8 et 10 %. C'est le manager qui décide du montant en fonction de la note donnée à l'entretien individuel. Les super-privilegiés toucheront la Part Variable Groupe (ex-PPG). Difficile de faire plus inégalitaire et arbitraire.

Un vote qui ne changera rien

Pour la première fois, lors de l'assemblée générale du 30 avril, les actionnaires pourront voter sur la rémunération de Ghosn en 2013. Mais cet avis sera consultatif et ne concerne pas sa rémunération future. De toute façon avec 3,12 % des droits de vote, les salariés n'ont aucun poids parmi les actionnaires. Et comme ceux-ci vont se partager 508 millions d'euros de dividendes... Pour se faire entendre, mieux vaut choisir d'autres formes d'action.

Un PDG qui coute cher

En 2013, Ghosn a touché 3,4 millions d'euros de Renault : 1,23 millions d'euros de salaire fixe, 1,38 millions de prime variable (25 % cash, 75 % actions), 750 258 € de ses stock-options, 48 000 € de jetons de présence... Et grâce à ses 255 200 actions Renault, il a aussi perçu 340 000 € de dividendes. La « modération salariale », c'est pour les autres.

Jepréparemaretraite.com

Les cadres dirigeants de Renault bénéficient d'une retraite supplémentaire maison. Ainsi la retraite chapeau de Ghosn pourra monter jusqu'à 45 % de sa rémunération d'activité. C'est ce qui s'appelle s'affranchir de l'incertitude du lendemain.

Emportés par la vague

Les déménagements ont commencé au bâtiment Logistique. Le CRP, la Ruche et l'Avancée suivront selon un calendrier ultraserré : 4500 salariés du TCR déménageront par vagues successives avant les congés, pour accueillir ceux de Rueil en septembre. Et ça coince déjà : les vagues suivantes ont été reportées. Pas le moment d'être absent et de trouver au retour son poste occupé et ses affaires envolées. Il va falloir apprendre à surfer sur la vague.

Chantage à l'emploi à durée indéterminée

La DRH de Renault s'en félicite dans une interview : « *En un an, l'accord compétitivité Renault a permis de réduire de 4 % le coût du travail.* » Mais « *les concessions demandées aux salariés sont à durée indéterminée tandis que les engagements de la direction sont à durée déterminée.* » Pour que Renault s'engage encore, voyez l'Espagne qui en est à son 3^{ème} « *compromis social* ». Les compromis, ça suffit !

Flins... de mission

A Flins, la direction de Renault veut supprimer une des deux équipes de production, suite à une baisse de production de la Zoé et des Clio 3 et 4.400 postes d'intérimaires seraient supprimés. Pour ceux qui resteront, ce sera des heures supplémentaires et plus de travail pour tenir la production sur une équipe. L'accord compétitivité devait apporter des volumes et des embauches, mais pas avant 2016. Si tout va bien. En attendant, ce sont les réductions d'effectif, les salaires bloqués et l'intensification du travail.

Une grève qui paye

Les salariés de l'atelier Découpe-Plasma de Flins ont obtenu gain de cause après 13 jours de grève. La méthode utilisée sera modifiée pour que les salariés ne soient plus exposés aux fumées toxiques et cancérigènes. La grève : un bon moyen de faire valoir ses droits.

Le syndicat qui dérange

A Renault Cléon, CGC et CFDT refusent de signer l'accord d'intéressement local tant que la CGT ne le signe pas. Campagne de tracts, banderole anti-CGT... : tout est bon pour tenter de réduire l'influence de la CGT (52% aux élections), et de la faire rentrer dans le rang en accompagnant la politique salariale de Renault : des primes basées sur le présentisme et le rendement en échange du gel des salaires. La direction se frotte les mains.